Note expresse
N° 567— Avril 2019

Tendances conjoncturelles
4e trimestre 2018

TENDANCES

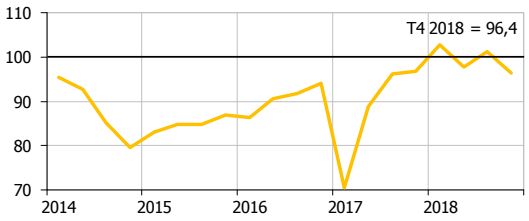
UNE CONJONCTURE QUI PEINE À S'AFFERMIR

Une fin d'année marquée par un certain attentisme

Depuis le début de l'année, l'indicateur du climat des affaires (ICA) oscille autour de sa moyenne de longue période, ce qui n'était pas arrivé depuis 2011.

Au 4e trimestre, il diminue de 4,7 points et s'établit à 96,4 points. Cette légère baisse de l'ICA provient de la composante future, reflet du scepticisme des chefs d'entreprise sur la conjoncture à venir.

Indicateur du climat des affaires en Guyane
(100 = moyenne longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Au 4e trimestre 2018, la majorité des chefs d'entreprise interrogés constatent une baisse d'activité et un recul du carnet de commandes. Les tensions sur les charges et la trésorerie restent également soutenues et seuls les délais de paiement s'améliorent. Le nombre de redressements et de liquidations judiciaires progresse également.

Cependant, d'autres indicateurs relatifs à la situation des ménages s'améliorent, notamment sur le marché du travail où le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A se replie significativement en fin d'année (-3,3 %, CVS). Les échanges commerciaux demeurent également bien orientés (les importations de biens non durables continuent de croitre).

BRÉSIL : UNE CROISSANCE STABLE EN 2018

Selon l'IBGE, Institut brésilien de géographie et statistiques, la croissance de l'économie brésilienne a été atone au quatrième trimestre 2018 (+0,1 % par rapport au troisième trimestre), en raison notamment de la baisse de l'investissement, de la contraction de la production industrielle et de la faiblesse de la consommation publique.

Sur l'ensemble de l'année 2018, la croissance brésilienne a été de 1,1 %, comme en 2017. Le PIB avait chuté de plus de 6 % au cours de la récession de 2015-2016.

CRISE AU VENEZUELA

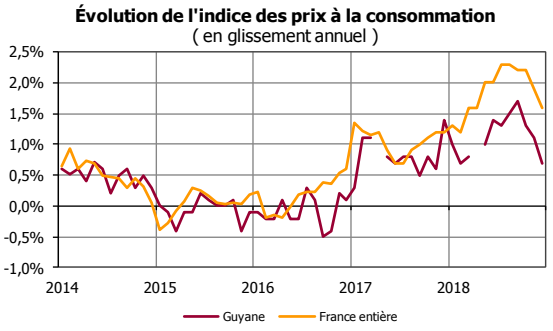
À la fin des années 1990, la production de pétrole du pays dépassait les 3 millions de barils par jour contre 1,17 million de barils par jour en décembre 2018. Les exportations de pétrole, qui représentent la quasi-totalité des exportations du pays, se sont donc effondrées, diminuant l'entrée de devises étrangères et renchérissant les importations de biens.

Selon les estimations du FMI, cette situation a généré une hyperinflation passant de 44 % en 2013, à 1 370 000 % en 2018. Le PIB a également reculé de 18 % en 2018 et la dette publique est passée de 39 % du PIB en 2017 à 159 %. La Banque mondiale estime que plus de 90 % des Vénézuéliens vivent dans la pauvreté.

Pour faire face à cette crise, le président Nicolas Maduro a notamment multiplié les salaires par 30 et dévalué le Bolivar de 96 %.

Sources : https://www.zonebourse.com/actualite-bourse/Bresil-La-croissance-tombe-a-0-1-au-T4-et-2019-s-annonce-mal--28087701/
https://www.challenges.fr/economie/venezuela-les-chiffres-de-la-crise-economique_638922*hausse-de-l-inflation*

Légère hausse des prix portée par les services



Source : Insee, données mensuelles (indice incluant le tabac)

Au quatrième trimestre 2018, **l'indice des prix à la consommation augmente** par rapport au trimestre précédent (+0,2 %). Cette hausse concerne principalement les prix des services (+1,2 %) et de l'alimentation (+0,9 %).

En glissement annuel, l'indice des prix à la consommation affiche une hausse de 0,7 %. Les prix des produits manufacturés diminuent (-0,9 %) alors que les prix de l'énergie (+2,0 %), de l'alimentation (+1,4 %) et des services (+1,0 %) augmentent sensiblement. Les services et l'alimentation contribuent respectivement à hauteur de 45 % et 22 % à la hausse des prix (Source : Insee).

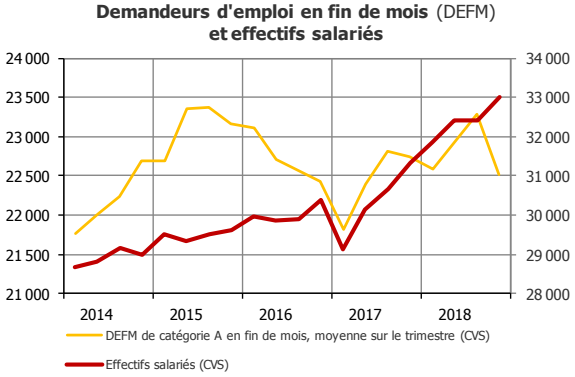
Baisse significative des DEFM A en fin d'année

Au quatrième trimestre, 22 510 demandeurs d'emploi de catégories A ont été recensés par Pôle emploi, soit une baisse de 3,3 % sur le trimestre et de 0,9 % sur l'année.

Ce recul concerne toutes les tranches d'âge : -9,5 % pour les moins de 25 ans, -3,0 % pour les demandeurs d'emploi entre 25 et 49 ans, et -0,6 % pour les chômeurs de 50 ans et plus.

Cependant, les autres catégories de demandeurs d'emploi sont en hausse, notamment les DEFM D[1] (+42,1 %, CVS), portant le nombre total d'inscrit à 27 850 en Guyane (-1,5 % ce trimestre et +1,5 % sur l'année, CVS).

Ce trimestre, le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A diminue également en Martinique (-2,0 %), en Guadeloupe (-1,7 %) et à La Réunion (-0,9 %). En France, on observe une baisse des DEFM A de 1,1 % sur le trimestre et de 1,4 % en glissement annuel.



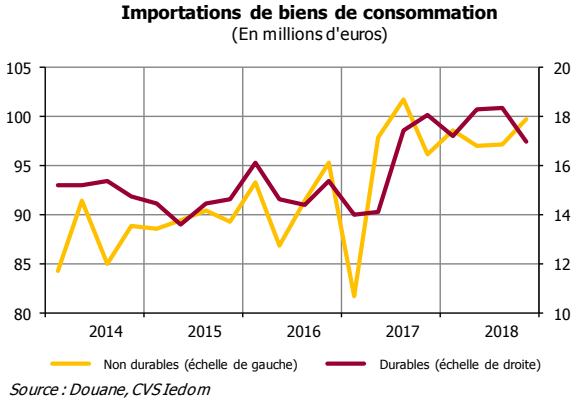
Sources : Pôle emploi / Diecte, Acoss

Les effectifs salariés poursuivent leur hausse au quatrième trimestre (+1,8 % à 32 994, CVS).

Hausse des défaillances d'entreprises

La Guyane compte 471 nouvelles entreprises au 4e trimestre 2018 (+5,1 %, CVS). En revanche, le nombre de défaillances d'entreprises a augmenté (23 contre 16 au troisième trimestre), les redressements judiciaires et les liquidations judiciaires ont également progressé, respectivement de 2 à 11 et de 14 à 23.

Dynamisme de la consommation portée par les biens non durables



Source : Douane, CVS Iedom

Après s'être stabilisées sur un point haut en début d'année, les importations de biens de consommation (durables et non durables) augmentent de 1 % au quatrième trimestre à 116,7 millions d'euros (CVS).

Les importations de biens durables (hors ventes de véhicules) diminuent de 7,7 % à 17,0 millions d'euros (CVS), alors que les importations de biens non durables sont en hausse à 99,7 millions d'euros (+2,6 %, CVS).

Les crédits à la consommation (231,1 M€) et à l'habitat (897,9 M€) ont respectivement augmenté de 3,6 % et 2,1 %, cette évolution se maintient depuis plusieurs trimestres.

Des indicateurs de vulnérabilité contrastés

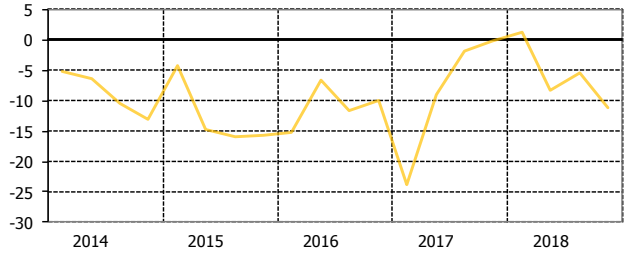
Les interdits bancaires de personnes physiques poursuivent leur baisse (-20,0 % depuis le 1er trimestre 2016, et -2,7 % au 4e trimestre 2018). Le montant de RSA versé atteint 38,7 M€, son plus haut niveau, et le nombre de retraits de cartes bancaires augmente de 26,5 % en glissement trimestriel. Au 4e trimestre 2018, 63 dossiers de surendettement ont été déposés portant à 215 le nombre de dossiers déposés sur l'année, contre 190 en 2017.

---

[1] DEFM D : personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, non tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeur d'emploi en formation, en maladie, etc.)

Des prévisions d'investissement en berne

Prévisions d'investissement
(Solde d'opinion CVS en %)



Source : enquête de conjoncture de l'IEDOM

Au quatrième trimestre, les encours bancaires des crédits d'investissement se stabilisent à 680,6 millions d'euros. Les importations de biens d'investissement progressent de 9,3 % à 125,6 M€ (CVS), elles sont notamment portées par l'acheminement des matériaux nécessaires à la campagne d'explorations pétrolières menée par Total[2] à compter du début d'année.

Selon l'enquête de conjoncture, les prévisions d'investissement se dégradent. Excepté le secteur primaire, l'ensemble des secteurs d'activités demeure pessimiste sur leurs prévisions d'investissement à un an, en l'absence de visibilité sur la concrétisation des grands projets annoncés.

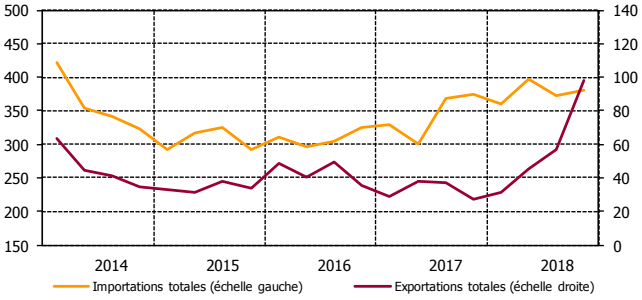
Des échanges commerciaux dynamiques

Portées notamment par le poste « matériel de transport », **les importations progressent de 2,3 %** (CVS) au quatrième trimestre et atteignent 381,1 millions d'euros.

Au quatrième trimestre, les exportations augmentent de façon exceptionnelle de 72,8 % (CVS) s'élevant à 98,2 millions d'euros. Ainsi, le déficit commercial se résorbe de 33 M€, atteignant 282,9 M€ (CVS). La hausse des exportations est expliquée principalement par une transaction exceptionnelle d'un instrument pour la mesure des grandeurs électriques.

En 2018, 810 582 tonnes brutes de marchandises ont transité par les ports de Dégrad des cannes et Pariacabo, un trafic en hausse de 0,7 % par rapport à 2016, l'année de référence. La progression est notamment portée par l'importation de matières premières pour la production de ciment (+14 %) et par les véhicules neufs (+28 %).

Importations et exportations totales (CVS)
(en millions d'€)



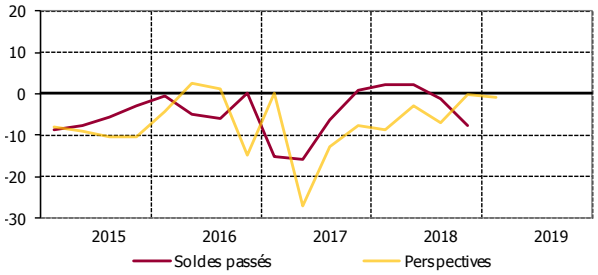
Source : Douanes

Au quatrième trimestre, 52,3 % des produits importés proviennent de France hors DOM, 15 % de l'Union européenne (hors France), et 11,1 % de la Martinique et de la Guadeloupe. Seul 1,4 % des importations viennent d'Amérique du Sud. Les exportations se dirigent majoritairement en France (41,3 %) et au sein de l'Union européenne hors France (25,6 %). L'Amérique du Sud représente 1,9 % des exportations, principalement au Brésil.

CONTRACTION DE L'ACTIVITÉ EN FIN D'ANNÉE

Contrairement aux trimestres précédents, une majorité de chefs d'entreprise estime que leur niveau d'activité est en baisse. Les tensions sur les charges et la trésorerie se résorbent légèrement, mais restent marquées et seuls les délais de paiement s'améliorent. Les prévisions d'activité pour le prochain trimestre sont prudentes, reflétant l'attentisme des chefs d'entreprise interrogés.

Activité du secteur des services marchands
(Solde d'opinion CVS en %)



Source : enquête de conjoncture de l'IEDOM

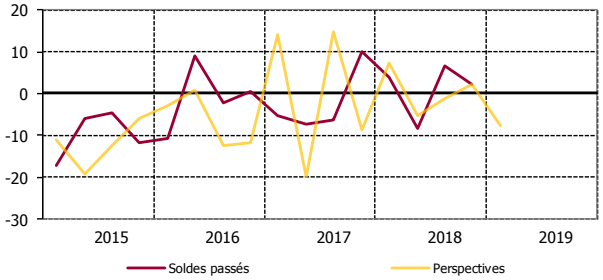
L'activité du secteur des services marchands se dégrade ce trimestre. Malgré une amélioration des délais de paiement, les besoins en trésorerie restent importants, notamment en raison d'une augmentation des charges en fin d'année.

S'agissant de l'activité spatiale, 11 tirs ont été effectués depuis janvier (dont 5 au 4e trimestre) permettant la mise en orbite de 21 satellites, un niveau équivalent à 2017.

Les chefs d'entreprise du secteur touristique apprécient assez favorablement leur volume d'activité au quatrième trimestre, les effectifs sont également bien orientés.

Le nombre de nuitées hôtelières (+10,3 %, CVS), et le nombre de passagers (+12,0 %, CVS) viennent confirmer cette perception. Ce secteur voit ses encours de crédits mobilisés augmenter (+3,9 %) à 26,9 millions d'euros (donnée du SCR).

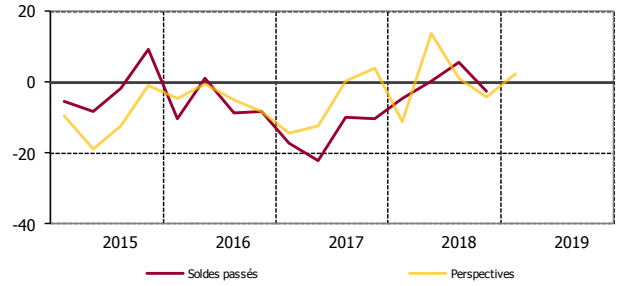
Activité du secteur du tourisme
(Solde d'opinion CVS en %)



Source : enquête de conjoncture de l'IEDOM

[2] Le 28 février, Total a annoncé la fin des recherches, faute de résultats.

Activité du secteur du BTP
(Solde d'opinion CVS en %)



Source : enquête de conjoncture de l'IEDOM

Après la hausse du trimestre précédent, **le solde d'opinion de l'activité du secteur du BTP diminue en fin d'année.**

Le secteur de la construction voit ses encours de crédit mobilisé augmenter ce trimestre (+9,3 % à 109,4 millions d'euros, SCR).

Les ventes de ciment et les importations d'éléments en métal, notamment nécessaires pour le chantier Ariane 6 sont en revanche en retrait (-20 %, CVS).

De même, en 2018, 600 logements ont été commencés et 400 autorisés, soit une baisse de respectivement 45 % et 60 % sur un an.

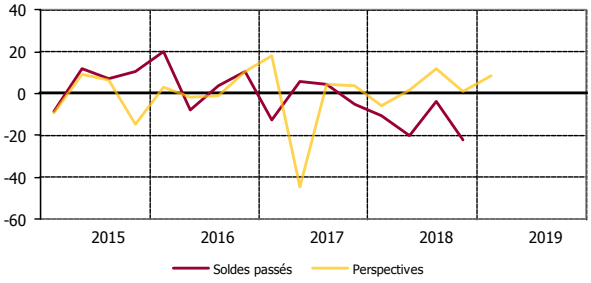
L'activité des professionnels du secteur primaire et des industries agroalimentaires ne parvient pas à se redresser. Leurs soldes de gestion se sont légèrement améliorés, mais restent dégradés.

Au quatrième trimestre, les importations de bovins et de porcins augmentent respectivement de 1,1 % et 2,9 % (CVS). Les importations de produits agricoles, sylvicoles, de la pêche et de l'aquaculture augmentent de 32,9 % à 6,4 M€ (CVS), alors que leurs exportations diminuent de 6,4 % à 0,14 M€ (CVS).

Concernant les encours de crédits mobilisés des secteurs primaires et industriels, ils s'élèvent respectivement à 8,8 millions d'euros (-1,8 %, donnée du SCR) et 103,8 millions d'euros (+18,9 %, SCR).

Les exportations d'or (+96,6 % à 13,4 M€, CVS) et de bois (+23,4 % à 0,7 M€, CVS) ont progressé au quatrième trimestre, enrayant ainsi la baisse survenue au trimestre précédent.

Activité du secteur primaire et agroalimentaire
(Solde d'opinion CVS en %)



Source : enquête de conjoncture de l'IEDOM

LEGER RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE ECONOMIQUE MONDIALE EN 2018

Selon l'édition de janvier 2019 des « perspectives de l'économie mondiale » du FMI, la croissance mondiale a très légèrement ralenti en 2018, à +3,7 % (après +3,8 % en 2017). Les prévisions de croissance pour 2019 et 2020 s'établissent à respectivement +3,5 % et +3,6 %, soit une révision à la baisse de 0,2 et 0,1 point de pourcentage par rapport aux dernières perspectives d'octobre. Les tensions commerciales continuent de s'accroitre tandis que les conditions financières se sont resserrées depuis l'automne. Les risques d'une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne sans accord et d'un ralentissement plus prononcé que prévu en Chine constituent également des facteurs d'instabilité.

Après une année 2018 dynamique (+2,9 %), la croissance américaine devrait ralentir en 2019 (+2,5 %) puis encore davantage en 2020 (+1,8 %), en lien avec la fin des mesures de relance budgétaire. La fermeture de l'administration fédérale a suscité des inquiétudes qui ont pesé sur les marchés financiers. Sur le plan monétaire, la Réserve fédérale a relevé la fourchette cible du taux des fonds fédéraux à 2,25 - 2,5 % en décembre et prévoit un relèvement plus progressif des taux en 2019 et 2020.

Dans la zone euro, le PIB a progressé de 0,2 % au quatrième trimestre 2018, soit au même rythme qu'au trimestre précédent. L'inflation continue de fléchir en fin d'année 2018 pour s'établir à 1,6 % en décembre, tandis que le taux de chômage s'établit à 7,9 %, son niveau le plus faible depuis octobre 2008. Sur l'ensemble de l'année 2018, le PIB a augmenté de 1,8 %, après une hausse de 2,4 % en 2017. Ce ralentissement devrait se poursuivre en 2019 (+1,3 %) avant un léger rebond en 2020 (+1,6 %).

Selon l'Insee, la France a enregistré un essor du PIB de 0,3 % au quatrième trimestre 2018, une progression identique à celle du trimestre passé. Sur l'ensemble de l'année, l'activité a progressé de 1,5 % après 2,3 % en 2017. Ce ralentissement s'explique par un net fléchissement de l'investissement (+2,9 % après +4,7 %) et des exportations (+3,1 % après +4,7 % en 2017).

Au Japon, le PIB s'est accru de 0,9 % en 2018 après une hausse plus marquée en 2017 (+1,9 %). Cette décélération est principalement attribuable à une accumulation de catastrophes naturelles au cours de l'année. En 2019, la croissance devrait atteindre 1,1 % et serait stimulée par les effets du soutien budgétaire supplémentaire apporté à l'économie en 2018.

Enfin, la croissance demeure dynamique dans les pays émergents et en développement selon le FMI (+4,6 % en 2018 après +4,7 %). Pour 2019, les prévisions ont été revues à la baisse (+4,5 %), compte tenu notamment de contractions en Argentine et en Turquie et de la persistance des tensions commerciales mondiales qui pénalisent particulièrement les pays asiatiques.

Sources : FMI, Commission européenne, Eurostat, Insee, Banque centrale du Japon — données arrêtées à la date du 23 février 2019

Les annexes statistiques sont maintenant téléchargeables sur le site www.iedom.fr

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : Y. CARON — Responsable de la rédaction : D. FARDEL
Achevé d'imprimer : avril 2019 — Dépôt légal : avril 2019 — ISSN 1952-9619